

# Rapport Annuel 20 21



kiyo

EMPOWERING YOUTH TOGETHER

# Table des matières.

**01**

Lettre à nos sympathisants.....4

**02**

Notre action.....6

**03**

Voix des Jeunes.....8

**04**

Belgique.....10

**05**

Brésil.....16

**06**

Burundi.....22

**07**

RD Congo.....28

**08**

Philippines ..... 34

**09**

Maroc..... 40

**10**

Aperçu financier. .... 44

**11**

Bonne gouvernance..... 46

**12**

Intégrité ..... 48

# Lettre à nos sympathisants.

Bien que cela puisse déjà nous sembler loin, l'impact de la pandémie de corona a significativement impacté la vie des enfants et des jeunes en 2021. En tant qu'ONG, nous sommes profondément soucieux de cet impact, potentiellement dévastateur, sur la vie de ces derniers. En effet, leur bien-être physique et mental, ainsi que l'accès à l'égalité des chances dans les domaines de l'apprentissage et du développement, ont parfois été profondément perturbés. En cette période, nous constatons que, malheureusement, la violence envers les enfants, y compris la violence domestique et sexuelle, a augmenté. **Plus que jamais, nous avons voulu soutenir les enfants et les jeunes du monde entier afin de contribuer à leur autonomisation.**

Avec nos partenaires Viva Salud et Solidagro, nous avons fixé notre programme quinquennal : celui-ci est basé sur une approche de la citoyenneté mondiale basée sur les droits des enfants, et est soutenu par le gouvernement belge (DGD). Sur base du cadre de travail fondé sur des principes pour travailler avec et pour les enfants, ceux-ci ont été soutenus pour devenir des agents actifs dans la revendication, la réalisation, et la jouissance de leurs droits. Cette approche est basée sur la Convention des droits de l'enfant. Vous trouverez plus d'informations dans les sections nationales de ce rapport.

Avec l'ONG Djapo, nous avons introduit un **nouveau programme quinquennal commun, intitulé "Empowering youth together globally"** auprès de la DGD et avons eu le plaisir de voir nos efforts couronnés de succès par l'approbation finale de la DGD. Au cours des cinq prochaines années, nous aurons donc l'occasion de nous concentrer pleinement sur notre mission, qui consiste à aider les jeunes à faire valoir leurs droits, à développer tout leur potentiel, à faire entendre leur voix et à faire des choix conscients qui contribuent à la construction d'une société durable.

Le 21 octobre 2021, 13 000 étudiants de Flandre et de Bruxelles ont troqué leur salle de classe pour un lieu de travail et ont participé à la **JOURNÉE D'ACTION YOUCA**. Ils ont fait don de l'intégralité de leurs salaires à des projets soutenus par KIYO au Brésil et aux Philippines, axés sur le renforcement de la participation des jeunes. Nos partenaires au Brésil et aux Philippines utilisent la danse traditionnelle et le cirque social pour sensibiliser les jeunes aux défis auxquels ils sont confrontés et à la manière dont ils peuvent influencer les politiques. Ainsi, au travers de ce projet, nous avons non seulement soutenu le travail de nos partenaires au Brésil et aux Philippines, mais nous avons également mis en relation des jeunes de ces pays avec des étudiants belges via notre plateforme numérique "Action4Rights", leur permettant d'échanger des informations et de relever ensemble des défis mondiaux.

Comme vous aurez l'occasion de le lire dans ce rapport, cette année encore, a été productive. Nous sommes fiers de notre travail et reconnaissants envers tous ceux qui y ont contribué et nous ont soutenus.

**Continuons, tous ensemble, à donner du pouvoir aux jeunes !**

**Jan de Paepe**  
Président du conseil d'administration

**Mérodie Arts**  
Directeur

# Notre action.

**KIYO se concentre sur l'autonomisation des enfants et des jeunes**, car nous croyons fermement en leur potentiel en tant qu'agents actifs de changement. En effet, les jeunes sont les experts de leur propre vie et de leurs expériences. Nous avons l'ambition de contribuer à leur donner un réel pouvoir afin qu'ils puissent, ensemble, créer un monde meilleur. En effet, si le talent est universel, les opportunités ne le sont pas. Nous croyons en tous les jeunes, et notre mission est **de leur donner l'occasion de prendre des initiatives, de prendre leur vie en main, et faire valoir leurs droits.**



En 2021... nous avons été actifs

## dans 6 pays



# 60.422

enfants & jeunes



ont été directement soutenus par notre programme.

# 26

partenaires locaux



# 54%



des jeunes impliqués dans nos projets sont des filles.

# Voix des Jeunes.

**KIYO a pour objectif d'autonomiser les jeunes** en leur donnant accès aux compétences et aux outils dont ils ont besoin pour devenir de futurs entrepreneurs, ouvriers, employés ou dirigeants de leur pays. Avec nos partenaires, nous les aidons à passer avec succès de l'enfance à l'âge adulte.



**Ken**  
Étudiant en TVET des Philippines

Après la formation en technologie numérique dispensée par Bidlisiw, un partenaire de KIYO, je me suis passionné non seulement pour la conception graphique, mais aussi pour l'aide aux personnes. Pour cette raison, je suis heureux de faire du bénévolat et de transmettre ma passion à d'autres jeunes.



**Loyi Safi**  
Agricultrice de la RD Congo

Grâce à ma participation aux cours d'entrepreneuriat agricole, je pratique l'agriculture de manière professionnelle. J'ai appris à épargner, ce qui me permet d'accéder facilement aux prêts agricoles et commerciaux.



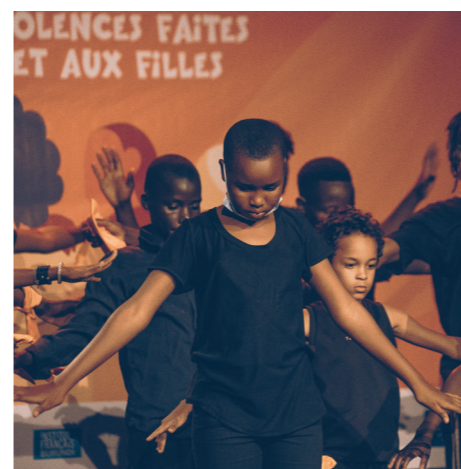
**Akram & Moha**  
Étudiants participant au projet Action4Rights en Belgique

Nous avons beaucoup appris du projet Action4Rights. Nous avons appris à écouter davantage les opinions des autres, à être patients, et à travailler ensemble.



**Alexandro**  
Membre du cirque des jeunes de Brésil

Le cirque social veut donner une voix aux jeunes par le biais du cirque. Et c'est ce qui a changé dans ma vie : j'ai commencé par le cirque et j'ai trouvé ma propre voie, mon propre rêve et mon propre travail.



**Jeniffer**  
Participante aux activités « droits de enfants » au Burundi

Ma vie et ma façon de voir l'apprentissage ont changé : j'ai réalisé que l'apprentissage ne se limitait pas à ce que l'on apprend en classe. J'ai des talents qui peuvent être développés en dehors de l'école et qui peuvent être mobilisés pour faire la différence.



**Cosna**  
Présentatrice de programmes radio en RD Congo

Nous avons l'habitude de faire des reportages sur un problème qui touche notre communauté et essayons d'y confronter les gouvernements locaux ou provinciaux. J'ai appris à voir les problèmes des autres comme les miens, à la façon dont le ferait, je pense, un citoyen mondial.



**Happy**  
Assistent de programme aux Philippines

Au départ, je n'étais intéressée que par le programme de théâtre, mais mon engagement a pris de l'ampleur. Aujourd'hui, je travaille pour CYC, le partenaire de KIYO. Bien que je ne sois pas originaire de la région de la Cordillère aux Philippines, il a été très enrichissant d'apprendre à connaître ces communautés et de m'initier à leur langue.

# Belgique

**KIYO a travaillé sur l'autonomisation des jeunes à l'intérieur et à l'extérieur du contexte scolaire.**

Dans le contexte scolaire, nous avons utilisé une approche qui implique les élèves et les enseignants d'une école donnée dans l'éducation à la citoyenneté mondiale. Ce faisant, nous avons mis l'accent sur le rôle des jeunes en tant qu'agents de changement social. En dehors du contexte scolaire, KIYO a soutenu des organisations du 4<sup>ème</sup> pilier et des organisations de jeunesse dans la création d'un environnement favorable à l'autonomisation des enfants et des jeunes dans leur travail.

# Contexte & activités.

## Le COVID reste un défi

La pandémie du COVID a encore requis la mise en place de sessions d'apprentissage hybrides - alternance entre séances en ligne et en classe - en 2021. Malgré l'absence d'enseignants, nous sommes parvenus à poursuivre nos **programmes scolaires** en utilisant des approches créatives et innovantes. Nous avons également veillé à ce que le bien-être mental des élèves soit toujours pris en compte lors de l'élaboration des activités.

Les **organisations du 4<sup>ème</sup> pilier<sup>1</sup>** ont également été touchées par la pandémie et les mesures sanitaires. KIYO sert de soutien à ces organisations pour soutenir leur travail d'autonomisation des jeunes pour l'avenir.

## Action4Rights

Des sessions mensuelles d'Action4Rights ont été organisées dans les écoles de Jette, Anvers et Courtrai. En collaboration avec les enseignants, nous avons créé un environnement de classe favorable à l'expression, à la valorisation, et à la réflexion. Diverses activités ont été organisées pour aider les jeunes à se découvrir et à découvrir leurs talents. Les élèves ont pris conscience de leurs droits et de la manière de les exercer de manière positive.

En outre, grâce à l'outil en ligne « Action4Rights », les étudiants de Jette et d'Anvers ont également eu l'occasion de rencontrer les jeunes du Brésil et des Philippines au travers d'échanges virtuels. Ils ont appris à connaître leurs contextes respectifs et se sont inspirés mutuellement à propos de la manière dont les jeunes du monde entier peuvent défendre leurs droits.

<sup>1</sup> Les organisations du 4<sup>ème</sup> pilier sont des initiatives citoyennes de solidarité internationale en Belgique.



## School for Rights

L'école d'enseignement spécialisé Don Bosco à Halle et l'école Stedelijk Lyceum Eilandje à Anvers ont participé au projet "School for Rights". Ce projet vise à créer un environnement scolaire ouvert aux droits de l'enfant et à la citoyenneté mondiale. Grâce à celui-ci, les enseignants de ces écoles ont eu l'occasion de travailler sur l'éducation à la citoyenneté mondiale avec KIYO. À Halle, l'accent a été mis sur l'implication de l'ensemble du corps enseignant dans le projet et sur le développement d'une vision commune de la participation des élèves. À Anvers, une analyse sur la participation des élèves a été réalisée, ce qui a abouti à la création d'un "environnement sain" pour les élèves.

## YOUCA Action Day

Avec notre partenaire YOUCA, nous avons organisé de nombreuses activités pour sensibiliser des étudiants flamands à l'importance de l'autonomisation des jeunes. Nous avons mis en avant le travail de nos partenaires SER au Brésil et CYC aux Philippines par le biais de quiz, d'ateliers et de jeux interactifs sur le thème de la non-discrimination et de l'égalité des chances. Nous avons également donné l'occasion aux élèves de se rencontrer au travers d'échanges virtuels.



“ EN TANT QU'ORGANISATION CRÉATIVE  , EN CES TEMPS DIFFICILES, NOUS AVONS RÉALISÉ UN VOYAGE EXTRAORDINAIRE ET FASCINANT AVEC KIYO. LES ÉCHANGES  ET L'ENERGIE ONT DONNÉ LIEU À LA MOTIVATION, ANSI QU'À DES PERSPECTIVES D'AVENIR. NOUS RECOMMANDONS CE COACHING À TOUT LE MONDE ! ”

Hanne Deneire, fondatrice House of Music

## Résultats.

KIYO travaille à l'autonomisation des jeunes à l'intérieur et à l'extérieur de l'école. À la fin du programme quinquennal de la DGD, nous sommes fiers des résultats suivants:

- **126 jeunes** sont devenus citoyens actifs du monde en organisant des actions sociales pour répondre à des cas de violation des droits des enfants.
- **155 enseignants** ont été directement impliqués et engagés dans l'intégration des droits de l'enfant dans le projet de leur école.
- **4 écoles secondaires** ont été impliquées dans le projet "School for Rights" avec KIYO. Deux d'entre elles sont déjà labellisées "école des droits".
- **43 acteurs scolaires communautaires** ont contribué à la création d'un climat scolaire ouvert aux droits de l'enfant et à la citoyenneté mondiale.
- **2 organisations sociales, 'KIRECO'<sup>1</sup> en het '4<sup>de</sup> Pijlersteunpunt'**, ont été revalorisées et se mobilisent pour la réalisation des droits de l'enfant.
- **14 organisations** ont intégré les droits de l'enfant dans leur vision suite au soutien de KIYO.
- **22 acteurs belges du secteur de la solidarité internationale** ont participé à des sessions de coaching avec KIYO pour examiner leurs projets sous l'angle des droits de l'enfant.
- **Les décideurs politiques on fait 5 références** aux analyses faites par les réseaux de droits de l'enfant dans lesquels l'ONG KIYO est active. Des plateformes telles que PKIO<sup>2</sup> et KIRECO fournissent des informations et un soutien (aux membres du parlement par exemple) pour soumettre des résolutions sur les droits de l'enfant.

<sup>1</sup> KIRECO: Kinderrechtencoalitie

<sup>2</sup> PKIO: Platform Kinderrechten in ontwikkelingssamenwerking



# Brésil

**KIYO a aidé certains jeunes d'une association-partenaire, PAMEN, à créer une nouvelle ONG entièrement dirigée par les jeunes : YOUCA Brasil est né.**

Grâce à l'accent stratégique mis sur l'autonomisation des jeunes, leur participation a augmenté de manière significative et ils ont assumé davantage de responsabilités. De nombreux jeunes jouent désormais un rôle clé dans la gestion et la mise en œuvre des programmes de nos partenaires brésiliens.

# Contexte & activités.

## Un contexte difficile

Alors que **la pandémie** fait toujours rage en 2021, le régime autoritaire de Jair Bolsonaro a continué à mettre en danger la santé de nombreux Brésiliens. Les recommandations scientifiques visant à prévenir la propagation du virus COVID-19 ont longtemps été ignorées, entraînant un bilan de plus de 600 000 morts en raison d'un manque de prévention et de vaccination.

D'autres événements se sont cumulés et ont entravé le fonctionnement des associations partenaires et de la société civile en général : les meurtres commis par la police ont atteint un niveau record, les populations indigènes et les militants contre la déforestation de la forêt amazonienne ont été menacés et attaqués. Cette augmentation de la violence, du chômage et de la pauvreté, ont également entravé l'accès aux droits de l'enfant.

Pour limiter les effets de ces évolutions, la résilience est primordiale. C'est pourquoi les partenaires de KIYO ont rejoint des réseaux pour renforcer le plaidoyer politique, adapté les activités éducatives en utilisant des formes hybrides d'éducation, et redéfini les priorités en soutenant des familles d'enfants en danger pendant la pandémie. En outre, la participation des jeunes à notre programme est passée à la vitesse supérieure : certains jeunes sont désormais impliqués dans la gestion de

diverses ONG. Ainsi, la jeune génération assure le travail de renforcement du respect des droits de l'enfant.



# 26

## débats virtuels

ont été organisés par des jeunes sur des thèmes qu'ils jugeaient importants : égalité des sexes, droit à l'éducation sexuelle et aux soins de santé, diversité et égalité des droits pour les LGBTQIA+ et autres minorités.

# 6.000

## familles vivant dans les favelas

ont été sensibilisées à l'hygiène et à la santé : des brochures de prévention et des produits d'hygiène ont été distribués, des stands d'informations assurés par des jeunes ont été mis en place. Par ailleurs, ces derniers ont lancé une campagne de prévention contre le COVID-19, et ont soutenu les enfants et leurs familles exclus des soins de santé.

# 449

## jeunes

ont été formés à devenir leaders en 2021. Suite à ces formations, ils ont pu assumer la cogestion des associations partenaires et participer, en tant que représentants des jeunes, aux comités des droits de l'enfant de la société civile.

# 1.897

## élèves de l'enseignement secondaire

ont été touchés par le projet de SER<sup>1</sup> et ont ainsi été sensibilisés à des thèmes sociaux par la mise en place de méthodologies de cirque social.

<sup>1</sup> SER: Se Essa Rua Fosse Minha

# Résultats.

À la fin du programme de cinq ans de la DGD, nous sommes fiers des résultats suivants avec nos partenaires AMAR, CEDECA<sup>1</sup>, PAMEN<sup>2</sup>, RRC<sup>3</sup> et SER:

- **2.275 enfants et jeunes** ont été formés en tant qu'animateurs de jeunesse et ont assumé davantage de responsabilités dans le cadre des activités de nos partenaires et en dehors. Ils ont participé, comme représentants, aux conférences officielles de la jeunesse pour co-développer le plan pluriannuel de politique de la jeunesse. Ils ont aussi organisé des campagnes locales et nationales de sensibilisation aux droits de l'enfant.
- **5.842 élèves du secondaire** ont été sensibilisés, par des ateliers de cirque social, aux thèmes du débat sur l'inclusion culturelle et à la prévention du racisme et de la violence.
- **12.025 enfants et jeunes** ont été réintégrés dans leur famille et leur école.
- **4.614 jeunes en conflit avec la loi** ont été réintégrés dans leur famille et leur école dans le cadre d'un programme sur le thème de la justice réparatrice et de l'éducation à la paix.
- **152 jeunes** ont été diplômés de nos formations techniques, professionnelles et éducatives (TVET) et sont devenus installateurs de panneaux solaires, coiffeurs, jardiniers ou entraîneurs de cirque social.
- **3 campagnes nationales** sur les droits de l'enfant ont été organisées entre 2017 et 2021, avec le soutien des partenaires de KIYO, de leurs jeunes leaders et de cinq comités mixtes composés d'acteurs gouvernementaux et d'ONG. Ces campagnes ont donné lieu à de nouvelles mesures et à de nouvelles lois mettant les droits de l'enfant plus en avant dans l'agenda politique. Cela a eu comme effet la mise en place de nouvelles initiatives gouvernementales en faveur des droits de l'enfant.

1 **CEDECA**: Centro de Defesa dos Direitos da Criança e do Adolescente

2 **PAMEN**: Associação PAMEN Central Humana de Educação Ideiás e Formação Alternativa

3 **RRC**: Rede Rio Criança



# Burundi

**Avec ses partenaires, KIYO a mis en place des méthodologies de participation pour les enfants et les jeunes.**

Grâce à l'art, les jeunes ont pu s'exprimer sur les questions qui les concernaient. Lors d'événements culturels, les jeunes pu aborder et partager les thèmes des droits des enfants avec des centaines de personnes. Des acteurs clés, tels que l'Union européenne, des ambassades étrangères et l'UNICEF, ont participé à ces événements.

# Contexte & activités.

## Les droits humains

Bien que les **droits humains, et les droits des enfants en particulier**, continuent d'être violés à grande échelle au Burundi, le président a adopté une approche plus ouverte vis-à-vis de la communauté internationale que son prédécesseur. Par exemple, en février 2021, le gouvernement burundais et les représentants de l'Union européenne ont repris le dialogue politique qui était en suspens depuis 2016. Le gouvernement burundais a également élaboré et adopté un plan concernant (entre autres) les droits humains. Malheureusement, à côté de cet aspect positif, d'autres mesures ont été prises, comme l'application stricte des dispositions du plan cadastral qui a conduit à la destruction de maisons construites illégalement le long des principales routes du pays, privant ainsi de nombreuses familles de leurs moyens de subsistance.

La situation sécuritaire au Burundi est généralement calme, mais des cas de criminalité et des abus (viols de mineurs par exemple) ont été observés et traités par les partenaires de KIYO. En ce qui concerne le COVID-19, l'année a été caractérisée par une sous-déclaration des cas et des décès liés à la pandémie. Même si la pandémie nous a donné encore plus de défis à relever, le résultat de nos programmes n'a pas été affecté de manière significative.



# Résultats.

À la fin du programme quinquennal de la DGD, nous sommes fiers des résultats suivants avec nos partenaires APRODEM<sup>1</sup>, JJB<sup>2</sup>, OIDEB<sup>3</sup> and FVS-Amie des Enfants<sup>4</sup> :

- **60 décisions** en faveur des droits de l'enfant ont été prises par les autorités (éducatives, politiques, juridiques...) au travers d'espaces mixtes de démocratie participative.
- **1.687 enfants et jeunes** ont été impliqués dans la promotion et la défense de leurs droits. Les enfants membres des comités de protection de l'enfance ont notamment été sensibilisés et formés à ce thème. Ils ont ensuite dénoncé des cas de violation des droits de l'enfant au sein de leurs communautés. En outre, des jeunes membres des clubs scolaires et des clubs de la paix ont organisé des activités de sensibilisation dans leurs communautés.
- **2.147 enfants victimes de discrimination** ont pu recouvrer leurs droits. Parmi eux, des enfants des rues ont été réintégrés dans leur famille, des mineurs en conflit avec la loi ont bénéficié d'une assistance juridique et/ou judiciaire, des enfants séropositifs ont reçu une prise en charge médicale et/ou psychologique, des enfants sans papiers ont été enregistrés à l'état civil. Enfin, des enfants exclus des soins de santé y ont désormais accès.
- **82 activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement** (boutiques, ateliers de couture, commerce de petit bétail, etc.) ont été mises en place par les jeunes et leurs familles grâce au soutien du programme.
- Les besoins fondamentaux de **16.608 enfants** ont été assurés par leurs communautés. Ces enfants sont soutenus par un fonds de "solidarité" constitué par des groupes d'épargne et de crédit communautaires. Cette épargne leur a permis l'achat de cartes donnant accès à des services tels que les soins de santé ou l'achat de kits scolaires, ... etc.
- **Plus de 600 personnes** (enfants, jeunes et adultes) ont été touchées par les activités de sensibilisation organisées lors de la célébration de la journée internationale de l'enfant dans les sept provinces où travaillent nos partenaires.
- **75 membres des comités de protection des droits de l'enfant** ont été formés à l'identification et au signalement des cas d'abus commis sur des enfants.

1 **APRODEM**: Association pour la Promotion et la protection des Droits des Enfants Marginalisés

2 **JJB**: Jumelage Jeunesse Burundi

3 **OIDEB**: Observatoire Ineza des Droits de l'Enfant au Burundi

4 **FVS**: Famille pour Vaincre le SIDA



La première année du projet "Inkingi - Intégration socio-économique des jeunes pour la paix et le développement" soutenu par l'Union européenne a connu un retard dans la phase de démarrage. Cependant, les six membres du partenariat - dont KIYO et ses deux partenaires - ont pris des mesures pour rattraper leur retard. Les principales activités de ce projet triennal (jusqu'en 2023) qui ont été réalisées en 2021 sont :

- Formation technique et en cours de carrière pour les jeunes de deux provinces du Burundi (Gitega et Bujumbura-Mairie) ;
- Formation de jeunes au développement des compétences de compétences de la vie ;
- Initiation des jeunes à l'entrepreneuriat ;
- Mise en place de cadres permettant aux jeunes de se rencontrer, d'améliorer leur résilience économique et de participer à des initiatives qui renforcent la cohésion sociale.

En 2021 ...

**250** jeunes ont été formés à divers métiers (couture, soudure, mécanique automobile, boulangerie, etc.).



Ces 250 jeunes ont également bénéficié d'une formation aux compétences de la vie. D'autres formations ont également été mises en place, permettant aux jeunes de développer et de défendre leur propre plan d'affaires (de manière individuelle et/ou collective).

**10**

**groupes d'épargne et de crédit**

ont été créés. Ces groupes rassemblent 347 jeunes, dont 202 filles, qui ont participé au programme de formation, ainsi que d'autres jeunes de la communauté. Ces groupes leur donnent accès à des fonds qui leur permettent de mettre en place leurs propres activités génératrices de revenus.



# RD Congo

Nous nous sommes attachés à doter les jeunes en situation de vulnérabilité des compétences nécessaires à créer leur propre entreprise afin de se lancer dans le domaine de l'agriculture.

La programmation radio s'est également avéré être un outil particulièrement efficace pour donner une voix aux enfants et aux jeunes, et pour leur permettre de se défendre et de défendre leurs droits.



# Contexte & activités.

## Marqué.es par une violence continue, la crise du COVID-19, et une éruption volcanique

En RDC, la situation humanitaire reste alarmante. Environ **5,5 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays** par de nombreux groupes armés et, dans certains cas, par les forces de sécurité gouvernementales. La violence a également été une préoccupation majeure dans les zones d'intervention de nos partenaires : les enlèvements au Nord Kivu, les affrontements armés au Sud Kivu, l'incursion d'une milice à Bukavu en sont quelques exemples.

**Le responsable administratif et financier de notre partenaire AVREO<sup>1</sup>** a également été victime de violences : il a été tué par des hommes armés non identifiés qui étaient entrés dans son bureau avec l'intention de voler. Nous le remercions pour toutes ses contributions à notre programme commun et présentons nos sincères condoléances à sa famille et à AVREO.

En plus des violences en cours, **le volcan Nyiragongo** est entré en éruption le 22 mai 2021. Cela a forcé la population à fuir vers les villes voisines. Notre partenaire AVREO a contribué à identifier les enfants non accompagnés et ceux séparés de leurs familles : cela a permis d'organiser des réunifications familiales à Goma.

Enfin, les jeunes de notre partenaire ADED<sup>2</sup>, qui achètent habituellement des matières premières agricoles au Burundi et au Rwanda, n'ont plus pu se fournir en raison du **blocage des transactions commerciales** transfrontalières dû à la pandémie de COVID-19. On constate également une baisse générale du pouvoir d'achat de la population, ainsi qu'une augmentation du taux de chômage en RDC.

<sup>1</sup> **AVREO**: Association des Volontaires pour la Récupération des Enfants Orphelins, abandonnés, mal nourris et déplacés par les méfaits de la guerre

<sup>2</sup> **ADED**: Appui au Développement de l'Enfant en Détresse

## Entreprenariat agricole

Avec notre partenaire ADED en RDC, nous travaillons sur l'entreprenariat agricole, les groupes d'épargne et les coopératives avec les jeunes. En effet, l'accès à la terre et aux titres fonciers est une question importante pour eux. Dans ce cadre, 13 sessions de plaidoyer ont été organisées pour défendre l'accès à la terre, et ce, notamment pour lutter contre la discrimination envers les filles. En outre, 263 jeunes - dont 139 filles - ont également été guidés dans le processus d'enregistrement de leurs terres. Ces jeunes ont réussi à obtenir des titres fonciers grâce aux dons des parents, à l'approbation des membres de la famille et à la contresignature du chef local.

## À l'antenne

Qu'est-ce qui fait un bon programme radio ? Les jeunes reporters liés à OCET<sup>1</sup>, partenaire de KIYO, en sont bien conscients ! En 2021, ils ont diffusé pas moins de 135 programmes radio sur les droits de l'enfant et une cinquantaine de nouveaux jeunes journalistes ont été formés.es aux techniques de reportage.



<sup>1</sup> **OCET**: Oeuvre communautaire pour l'éducation pour tous

## Journée internationale de l'enfant africain

Chaque année, le 16 juin, nous célébrons la Journée de l'enfant africain.ne (JAE). C'est l'occasion pour le monde de réfléchir aux progrès réalisés en faveur des droits de l'enfant en Afrique ainsi qu'aux obstacles auxquels ils et elles continuent de se heurter. En 2021, le thème principal était "30 ans après l'adoption de la Charte : accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2040 pour une Afrique digne des enfants". Ce jour-là, notre partenaire AVREO a touché 482 personnes lors des célébrations.





“SEUL, VOUS NE POUVEZ  
CHANGER NI VOTRE PAYS  
NI LE MONDE ENTIER.  
VOUS NE POUVEZ LE FAIRE  
QUE SI VOUS TRAVAILLEZ  
AVEC UN GROUPE  DE  
PERSONNES QUI PARTAGENT  
LA MÊME VISION. LORSQUE  
J'AI RENCONTRÉ KIYO, J'AI  
RENCONTRÉ UN GROUPE  
DE JEUNES REPORTERS ET  
JE LES AI IMMÉDIATEMENT  
REJOINTS  PARCE QUE  
NOUS PARTAGEONS LA MÊME  
VISION DE LA MANIÈRE DONT  
NOUS POUVONS CHANGER LE  
MONDE.”

Bernard, jeune reporter

## Résultats.

À la fin du programme quinquennal de la DGD, nous sommes fiers des résultats suivants avec nos partenaires ADED, AVREO et OCET :

- **263 jeunes, dont 139 filles**, ont été accompagnés dans le processus d'enregistrement de leurs terres et ont obtenu des titres fonciers grâce à des actes de donation remis par les parents, approuvés par les membres de la famille et contresignés par le chef local.
- **290 jeunes** ont été soutenus par le biais de crédits agricoles et des semences de bonne qualité pour des cultures telles que la pomme de terre, le maïs, l'arachide et la tomate.
- **71% des enfants** qui ont quitté des lieux de violation des droits déclarent avoir constaté une amélioration de leur capacité à jouir de leurs droits. Nous avons donc atteint 692 enfants et jeunes sur un total de 975 sur une période de cinq ans.
- **53 mesures de protection prises par les autorités** en faveur des droits de l'enfant : libération d'enfants de groupes armés et des maisons de sexe commerciales, interdiction des mariages précoces, fermeture officielle des mines et autres entreprises commerciales qui ne respectaient pas les droits des enfants.
- **975 enfants et jeunes, dont 277 filles**, ont été retirés de lieux d'exploitation.
- **50 jeunes** ont bénéficié d'une réinsertion économique professionnelle.
- **1.403 personnes** ont été reçues et orientées dans des centres d'aide juridiques et y ont bénéficié de conseils juridiques gratuits en fonction de leurs problèmes spécifiques.
- **262 cas de violations de droits** ont été référés et contre-référés à des structures de prise en charge (juridique, médicale, psychosociale).
- **20 autorités administratives, judiciaires et policières** ont été formées au cadre légal de la protection de l'enfance.
- Plus de **2.500 cas de violations de droits de l'enfant** ont été suivies par KIYO et ses partenaires.

# Philippines

**KIYO a continué à sensibiliser ses partenaires aux droits de l'enfant et à contribuer à développer les capacités des enfants, des leaders de la jeunesse, des membres d'organisations de jeunesse, et de défenseurs adultes des droits humains.**

Nous avons renforcé les organisations de jeunesse et favorisé le dialogue et le plaidoyer avec les dirigeants des gouvernements locaux. Nous avons également facilité une variété de formations aux compétences de la vie pour les jeunes.

# Contexte & activités.

## COVID, « red-tagging » et typhons



La pandémie COVID-19 a considérablement entravé la reprise des activités de notre projet en présentiel. Elle a provoqué des interruptions des cursus de formation technique, professionnelle et éducative (TVET) et a également entraîné la fermeture de plusieurs entreprises, affectant la formation en cours de carrière et les opportunités d'emploi potentielles pour les jeunes diplômés. Heureusement, la situation s'est améliorée vers la fin de l'année, avec un accès accru aux cours d'EFTP, à la formation en cours de carrière et aux possibilités de trouver un emploi.

Le « red-tagging<sup>1</sup> » des groupes et des individus de la société civile s'est poursuivi tout au long de l'année. Toutefois, une avancée a été réalisée par CYC (partenaire de KIYO), et ses trois jeunes partenaires visés par le régime. En effet, un tribunal local a émis une ordonnance de protection en leur faveur. Cette victoire est le fruit du plaidoyer public continu de CYC et du dialogue avec les entités gouvernementales. De plus, ceci a renforcé la confiance et la légitimité organisationnelle de l'organisation.

Certains partenaires ont également été confrontés à des catastrophes naturelles et humanitaires lorsque deux puissants typhons ont frappé le pays. En octobre, la tempête tropicale "Maring"/Kompasu » a touché des zones dans lesquelles CYC menait des projets, endommageant des maisons et des cultures, et provoquant des glissements de terrain et des blocages de routes. Deux mois plus tard, le typhon "Odette"/Rai a frappé les zones dans lesquelles trois de nos partenaires menaient des projets, dans les Visayas, provoquant un arrêt de la vie auprès des populations touchées. Nos partenaires ont dû suspendre leurs activités jusqu'à la fin de l'année, lorsque les services publics de base sont redevenus opérationnels.

Malgré ces difficultés, les partenaires ont fait preuve de résilience, d'agilité et de persévérance pour mener à bien le programme quinquennal. Parmi les principales innovations, citons le passage d'activités présentielles à des plateformes en ligne, la création de centres d'apprentissage numériques ou de centres digitaux - afin que les jeunes puissent poursuivre leur formation aux compétences numériques malgré la fermeture des prestataires de services techniques et professionnels - et le développement de plateformes de médias sociaux, en ce qui concerne le plaidoyer et

<sup>1</sup> Aux Philippines, le red-tagging consiste à mettre malicieusement sur liste noire des personnes ou des organisations qui critiquent ou ne soutiennent pas pleinement les actions du gouvernement. Ces personnes et organisations sont "étiquetées" comme communistes ou terroristes, ou les deux, indépendamment de leurs croyances ou affiliations politiques réelles.

“ MON IMPLICATION DANS LE DÉVELOPPEMENT DE COMPÉTENCES DIGITALES ET DANS LA FORMATION CONTINUE ONT RÉELLEMENT CHANGÉ MA PERCEPTION DE MOI-MÊME.  MAIS CE N'EST PAS TOUT : GRÂCE À LA FORMATION AUX DROITS HUMAINS, J'AI ÉGALEMENT APPRIS À ME PROTÉGER MOI-MÊME, AINSI QUE D'AUTRES ENFANTS ET JEUNES.  MAINTENANT, J'ASPIRE À AIDER MA FAMILLE, À ACQUÉRIR UN LOGEMENT DÉCENT, ET À EMMENER MES JEUNES FRÈRES ET SŒURS À L'ÉCOLE.”

Neslene, étudiante TVET



# Résultats.

À la fin du programme quinquennal de la DGD, nous sommes fiers des résultats suivants avec nos partenaires Bidlisiw Foundation, CLB<sup>1</sup>, CYC and ICWF<sup>2</sup> :

- **391 organisations locales** ont rejoint des activités sur le thème des droits. 124 d'entre elles (soit 32%) étaient des organisations d'enfants et de jeunes.
- **9.543 personnes** ont participé à des mobilisations et à des activités en ligne pour attirer l'attention de tous sur les préoccupations et les problèmes liés aux droits de l'enfant.
- **416 leaders et défenseurs des droits des enfants et des jeunes** ont développé des connaissances, des compétences et des attitudes en matière de défense des droits et de mise en place de campagnes, ainsi que le leadership nécessaire pour défendre leurs droits individuels et collectifs.
- **3.392 enfants et jeunes** ont rejoint des organisations d'enfants ou de jeunes.
- **322 jeunes économiquement défavorisés qui ont suivi une formation technique, professionnelle et éducative** ont, en raison de l'amélioration de leurs conditions socio-économiques, pu augmenter leur participation à des activités sur le thème des droits.
- **191 législateurs et acteurs gouvernementaux** ont répondu positivement à des études ou des prises de position soumises par des réseaux de défense des droits de l'enfant qui jouent un rôle de surveillance des politiques, du budget, et des programmes du gouvernement. Les partenaires sont des membres actifs de ces réseaux.
- **233 organisations locales** ont soutenu au moins quatre affaires marquantes, comme la pétition contre l'abaissement de l'âge de la responsabilité pénale des enfants par exemple.
- **Cinq modèles de « bonnes pratiques »** des partenaires ont été diffusés. Il s'agit notamment de la formation d'un réseau de justice visant à harmoniser l'application de la loi pour mineurs par les cinq piliers locaux de la justice (CLB), de la facilitation du développement du plaidoyer des jeunes sur les droits en vue de plus de participation citoyenne (CLB), des activités d'organisation des jeunes dans les Cordillères (CYC), de l'intégration des droits de l'enfant dans le plan d'amélioration des écoles publiques d'Iloilo City (ICWF) , et des expériences des jeunes en matière de formation technique, professionnelle et éducative à Cebu (Bidlisiw).

1 CLB: Children's Legal Bureau

2 ICWF: Iloilo Children Welfare Foundation

# Maroc

**KIYO et Karama Solidarity ont continué à améliorer la vie des enfants malentendants, victimes de violences sexuelles et des mères célibataires et leurs enfants.**

Pour les autonomiser, nous avons eu recours à l'enseignement de la langue des signes, travaillé sur des compétences d'expression orale par le biais du théâtre et d'autres formes d'art, et les avons initiés à différentes professions et activités génératrices de revenus.

# Contexte & activités.

## La pandémie s'éternise

La pandémie persistante a également un impact au Maroc. Surtout au début du second semestre, le nombre de personnes touchées par la pandémie a augmenté, ce qui a incité le gouvernement à renforcer les restrictions sanitaires et à accroître les mesures de prévention. En outre, la violence domestique a augmenté en raison de la pauvreté croissante, des mesures de quarantaine, et de la perte de revenus. Le manque de sensibilisation aux droits de l'enfant a rendu la situation encore plus urgente.

La pandémie a particulièrement impacté notre programme au Maroc. En effet, plusieurs membres des équipes des partenaires ont contracté le virus. Cela nous a poussé à faire des ajustements et à adopter des approches innovantes pour le programme, telles que :

- L'organisation de conférences, d'e-learning et de webinaires pour former les acteurs travaillant sur les droits de l'enfant ;
- La diffusion de vidéos sur la non-discrimination envers les mères célibataires et leurs enfants ;
- La sensibilisation par le biais de campagnes en ligne sur les questions relatives aux droits de l'enfant, impliquant des psychologues, des avocats, des acteurs locaux, des médecins, etc. Grâce à ces campagnes, nous avons touché des enfants, des acteurs sociaux, ainsi que le grand public.

# Résultats.

À la fin du programme quinquennal de la DGD, nous sommes fiers des résultats suivants avec nos partenaires Attawasol, Amane<sup>1</sup>, PRM<sup>2</sup> et KPDP<sup>3</sup> :

- **1.192 enfants et jeunes** ont été responsabilisés pour participer à leur environnement scolaire et/ou communautaire.
- **5.520 enfants** ont été formés pour promouvoir la protection d'autres enfants.
- **1.976 enfants et jeunes** sont mieux protégés contre la discrimination.
- **60.707 citoyens** ont participé à des débats sur la discrimination basée sur le sexe et sur les droits de l'enfant.
- **67.589 acteurs**, tels que des parents, des enseignants ou d'autres organisations, ont été renforcés pour assurer une meilleure protection des enfants.
- **4 organisations** ont été engagées dans un processus stratégique de promotion de protection de l'environnement pour le développement de l'enfant.
- **10 décisions politiques** ont été prises pour promouvoir l'intérêt de l'enfant.
- **251 documents de soutien**, tels que des manuels, des rapports de recherche, et des documents de sensibilisation, ont été élaborés pour servir d'appui aux activités de plaidoyer et de sensibilisation.
- **121 organisations** ont été renforcées en matière de plaidoyer et de sensibilisation.

1 **AMANE**: Association Meilleur Avenir pour Nos Enfants

2 **PRM**: Patriotic Relief Maroc

3 **KPDF**: Karama pour le Développement de la Femme



# Aperçu financier.

## 2021 sous l'angle financier

KIYO peut compter sur l'aide financière et la générosité d'institutions, d'associations, de sociétés et de sympathisants privés.

Vos dons font la différence. Grâce à votre soutien, KIYO et ses partenaires œuvrent en faveur de l'autonomisation de nombreux enfants et jeunes à travers le monde.

### Quels dons et subsides avons-nous reçus en 2021 ?

Comme les années précédentes, les subsides institutionnels sont la principale source de revenus de KIYO. Nos deux plus grands donateurs institutionnels en 2021 ont été le gouvernement belge (DGD) et l'Union européenne. En 2021, ils ont représenté 80% du total de nos revenus.

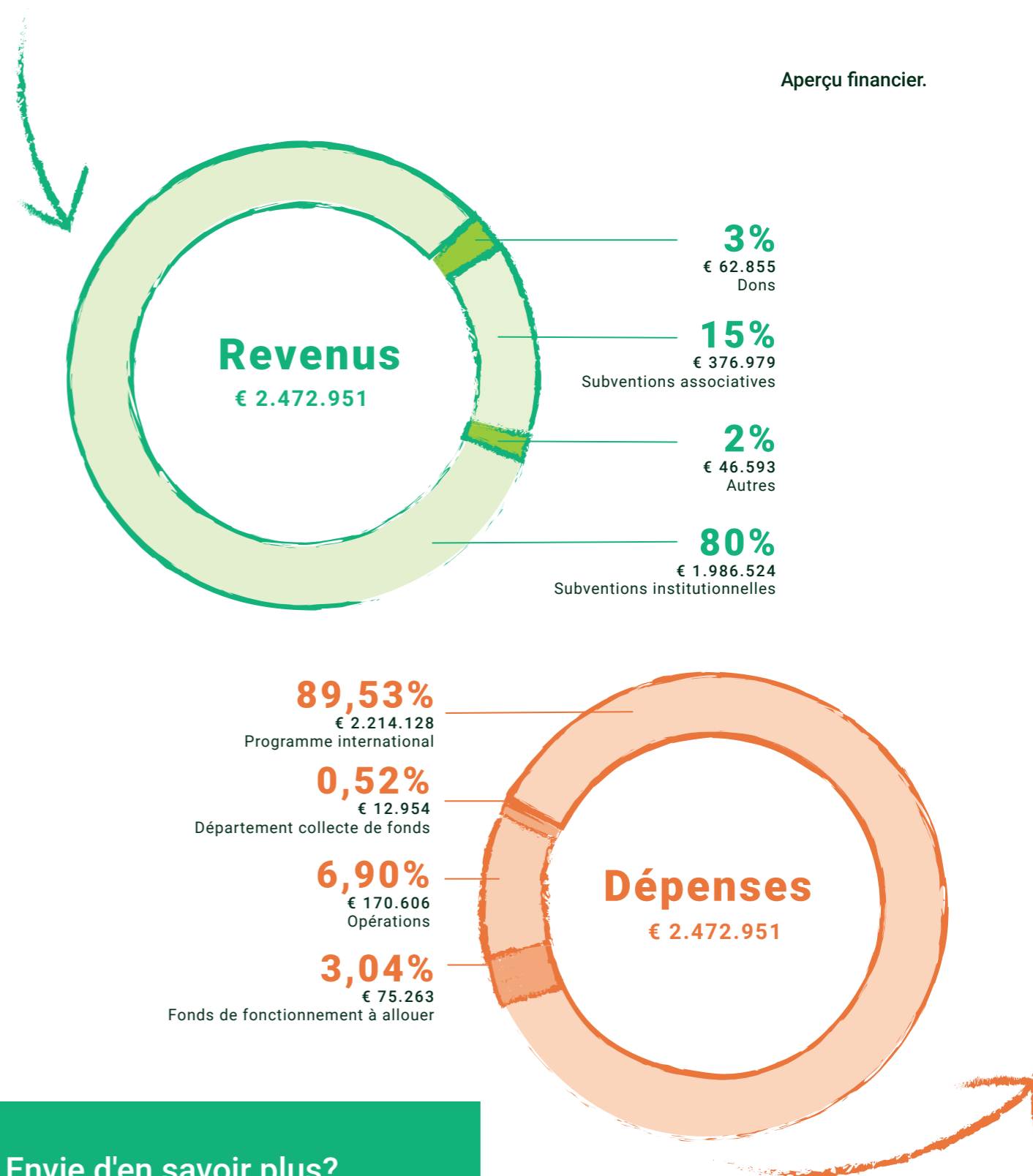
Par ailleurs, KIYO reçoit divers subsides du monde associatif et de groupes de sympathisants. En 2021, ceux-ci s'élèvent à 15 % de nos revenus.

Même si nos dons privés de particuliers ne contribuent qu'à hauteur de 3 % de nos revenus, pour une petite organisation comme KIYO, ils font clairement la différence.

### Qu'avons-nous fait avec ces dons et subsides en 2021 ?

La majeure partie des dons et subsides reçus (89,53%) sont directement affectés à nos programmes internationaux. Notre principal programme est notre programme DGD baptisé « Tous ensemble pour les droits de tous », que nous mettons en œuvre en Belgique, au Brésil, au Burundi, en RD Congo, au Maroc et aux Philippines. Par ailleurs, nous menons aussi un programme sur la consolidation de la paix au Burundi, avec le soutien de l'Union européenne.

Enfin, 6,90% de nos dépenses sont consacrées aux opérations et 0,52% à la collecte de fonds.



### Envie d'en savoir plus?

Consultez nos comptes annuels sur <https://www.kiyo-ngo.be/what-we-do/publications>. Des questions spécifiques sur nos finances ? Envoyez-les-nous à [info@kiyo-ngo.be](mailto:info@kiyo-ngo.be). Nous nous ferons un plaisir d'y répondre en toute transparence.

# Bonne Gouvernance.

## Assemblée générale & Conseil d'administration

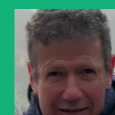
KIYO dispose d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'administration très motivé. Comme nous voulons garder un lien étroit avec nos acteurs clés, les jeunes sont également représentés dans notre Conseil. Sur une base annuelle, le Conseil s'auto-évalue en analysant son fonctionnement par rapport aux principes de bonne gouvernance et à la loi belge. Cette année, le conseil d'administration a finalisé des documents clés sur le règlement général de protection des données (RGPD) et a assuré une collaboration harmonieuse avec les membres du conseil d'administration de Djapo au sein d'un groupe de pilotage du nouveau programme. Ce groupe est composé de membres du conseil d'administration et des directeurs de KIYO et Djapo afin d'assurer une collaboration harmonieuse à la lumière du programme commun financé par le gouvernement belge (DGD) au niveau institutionnel.

Nous avons accueilli les personnes suivantes : Sandrine Kram (membre du Conseil), Loes Debuysere (membre du Conseil), Jeannette Boumans (Assemblée générale), Lena Van Meensel (Assemblée générale), Lien van de Kelder (Assemblée générale) et Florence Van den Bergh (Assemblée générale). In december 2021 hebben we afscheid genomen van Jamal Zahri (bestuurslid). Nous avons dit au revoir à Jamal Zahri, membre du Conseil d'administration en décembre 2021. Nous tenons à le remercier pour son soutien à long terme au KIYO.

## Global Youth Sounding Board

En octobre 2021, nous avons également créé une nouvelle structure de gouvernance au sein du KIYO : le Global Youth Sounding Board (GYSB). Celui-ci est composé de jeunes issus d'organisations de jeunesse de tous les pays partenaires de KIYO. Les jeunes y ont la possibilité d'aborder des thèmes importants pour leur travail et d'échanger leurs expériences les uns avec les autres.

Membres actuels  
du conseil d'administration



**JAN DE PAEPE** PRÉSIDENT



**WERNER GILLIS**



**KATRIEN VAN HOOYDONK**



**PHILIPPE SCHIETSE**



**HELEEN CALLENS**



**JAN TRUYENS**



**HANNAH CARLOTA OSAER**



**LOES DEBUYSERE**



**TREES VAN EYKEREN**



**SANDRINE KRAM**



# Intégrité.



## Code éthique

KIYO souscrit au Code éthique de l'AERF, l'Association pour une éthique dans les récoltes de fonds. Les membres de l'AERF s'engagent à informer leurs donateurs, leur personnel et leurs employés, au moins une fois par an, sur la manière dont ils utilisent les fonds collectés. Notre rapport annuel est la traduction concrète de cette obligation. Envie d'en savoir plus ? [www.vef-aerf.be](http://www.vef-aerf.be)

## Comptes annuels 2021

Les rapports financiers 2021 et le bilan de KIYO ont été établis par notre Conseil de gouvernance, approuvés par l'auditeur et déposés à la Banque nationale de Belgique, où ils peuvent être consultés.

## Intégrité

L'intégrité est le maître-mot de KIYO. Un code de conduite a été rédigé afin d'orienter nos processus et nos décisions quotidiennes. Basé sur l'énoncé de valeur, le Code décrit les principes de base d'un comportement et d'une conduite éthiques et vise à guider tous les membres de l'Assemblée générale, le Conseil de gouvernance, la Direction, le personnel, les volontaires, les stagiaires, les partenaires et les autres acteurs liés à KIYO dans leurs réflexions, décisions et actions. Vous pouvez consulter la version intégrale de ce document sur <https://www.kiyo-ngo.be/who-we-are/integrity>. En 2021, un problème moral possible a été signalé, un problème financier, et un problème de ressources humaines ont été signalés.

Nadine Maliro,  
Jeune designer de Goma



# Merci !

Votre soutien nous a permis de changer la vie de nombreux enfants et jeunes à travers le monde.

Grâce à votre soutien, KIYO parvient à transformer les jeunes en résolveurs de problèmes, en acteurs décisionnels et en esprits critiques dans des contextes à la fois locaux et mondiaux, ce qui contribue à la force et au progrès d'une nation.

**Empowering Youth Together**



## Rapport annuel Publié par KIYO

Impact House  
Rue Joseph II 20  
1000 Bruxelles, Belgique  
+32 (0) 491 25 15 15

✉ [info@kiyo-ngo.be](mailto:info@kiyo-ngo.be)  
🌐 [www.kiyo-ngo.be](http://www.kiyo-ngo.be)

KIYO autonomise les enfants et les jeunes afin qu'ils prennent leur vie en main et exercent leurs droits. Avec ses partenaires, KIYO renforce les compétences techniques et pratiques des enfants et des jeunes. En tant que citoyens du monde, ceux-ci peuvent ainsi induire des changements positifs tant pour eux-mêmes qu'au niveau de la société.

---

 [KIYOempoweringyouthtogether](https://www.facebook.com/KIYOempoweringyouthtogether)

 [KIYO\\_ngo](https://www.instagram.com/KIYO_ngo)

 [KIYO-ngo.be](http://KIYO-ngo.be)

**Rapport annuel**  
**Publié par KIYO**

Impact House  
Rue Joseph II 20  
1000 Bruxelles, Belgique  
+32 (0) 491 25 15 15

IBAN: BE 13 4350 2585 6139  
BIC: KREDBEBB

kiyo